



SNETAP – SYGMA - SNEP

La précarité n'est pas une fatalité

Nos trois organisations syndicales ont eu ces derniers mois l'occasion d'intervenir en commun ou de façon convergente, notamment sur le dossier de l'emploi précaire (actions de novembre/décembre, groupes de travail sur la mise en place des commissions consultatives ou mission du CGAAER¹ sur l'emploi contractuel...).

Refuser la pérennisation de la précarité par une « charte de bonne gestion »

La FSU, la CGT et Sud Rural partagent, sur le fond la même analyse : nous refusons d'entrer dans le jeu du Ministère qui consisterait à reconnaître la nécessité d'emplois précaires en se contentant de les rendre plus présentables à travers une « charte de bonne gestion » (termes de la lettre de mission au CGAAER).

Nous ne pouvons pas accepter que soit ainsi institutionnalisée la précarité et nous exigeons :

- sans délai qu'il soit **mis fin aux détournements de la réglementation** (temps partiels imposés et non justifiés, contrats morcelés, 10/12, etc.)
- qu'une négociation soit ouverte pour **engager un plan de titularisation**, combinant les dispositifs existants et d'autres à créer. Ce plan de titularisation doit concerner tous les précaires (qu'ils soient de droit public ou de droit privé), y compris ceux rémunérés sur les budgets d'établissement.
- une vraie **réflexion de fond** sur l'organisation des services, notamment en matière de remplacement, **pour mettre fin au recours à l'emploi précaire.**

Constatant qu'à plusieurs le combat syndical contre le démantèlement du statut de la fonction publique est plus efficace, nos trois organisations syndicales (FSU (SNETAP ; SYGMA ; SNEP), SYAC-CGT et SUD Rural) ont décidé de mener ces actions en commun.

Témoigner de la réalité de la précarité

Nos organisations ont porté ces exigences devant le CGAAER (par écrit ou lorsqu'elles ont été auditionnées), et sont déterminées à poursuivre la mobilisation des personnels. Aussi, suite à l'initiative d'un collectif d'agents contractuels de l'enseignement, elles ont décidé de l'amplifier, en lançant une campagne de recueil de témoignage sur la réalité des précaires de notre ministère.

L'objet de cette campagne est de dénoncer, par la force des témoignages individuels et collectifs, l'ampleur de la précarité et de fédérer tous les personnels de notre ministère autour de la revendication d'un plan de titularisation.

Une mobilisation de tous pour exiger un plan de titularisation

Nos organisations sont reçues par le Ministre le 15 février. Elles lui exprimeront les attentes très fortes des personnels, notamment en matière de dé-précarisation.

Un combat de cette nature, dans un contexte de casse des services publics, nécessite une mobilisation de tous les personnels et de dépasser les replis sur soi pour développer les solidarités. C'est dans ce combat que la FSU, la CGT et SUD s'engagent dès aujourd'hui.

Paris, le 12 février 2008

¹ Conseil Général de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et des Espaces Ruraux